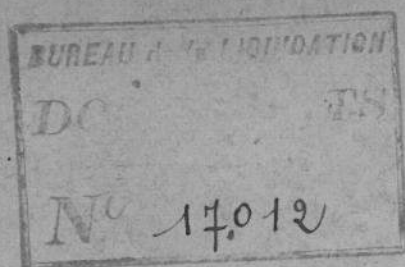


17 012



241 L M 067/12  
(1940)

Droits d'embranchement —

S.N.C.F.

N° C.7

F

REUNION INTERSERVICES  
DES CHEFS DE COMPTABILITE

Commission restreinte EX

Mémento de la séance du 12 mai 1953, tenue sous la présidence de M. HOULEZ, Chef de la Division de la Comptabilité Générale.

Calcul et recouvrement des redevances pour embranchements particuliers et occupations d'emplacements dans les gares.

Les redevances dues par les embranchés et les occupants d'emplacements dans les gares sont payables d'avance et pour une année.

Les règles générales relatives à leur calcul et à leur recouvrement sont fixées par les I.G. EX 7 b et EX 7 c, du 5 décembre 1946. Elles donnent cependant lieu à des interprétations différentes de la part des Régions, savoir :

- 1°) En ce qui concerne le calcul, le réajustement contractuel des redevances en fonction des tarifs marchandises n'est pas effectué de façon uniforme :
- a) D'une part, afin de simplifier les opérations de réévaluation, certaines régions opèrent en partant non des redevances de base contractuelles mais de redevances de base réévaluées à une même date pour tous les traités en cours; d'autres régions opèrent en partant pour chaque traité de la redevance réévaluée l'année précédente.
  - b) D'autre part, quel que soit le mode de calcul adopté, chaque facturation doit comprendre les régularisations sur la précédente facture dans le cas où des changements de tarifs ont modifié a posteriori le montant de la dite facture; or, il a été constaté que ces récupérations étaient systématiquement négligées par une Région.

2°) En ce qui concerne le recouvrement, il est :

- soit étalé sur toute l'année, les facturations étant arrêtées à l'anniversaire de chaque traité.
- soit, au contraire, effectué massivement au début de l'année, les facturations étant arrêtées au 1er janvier de chaque exercice.

Ce défaut d'unité est particulièrement fâcheux quand un même concessionnaire est en relations avec plusieurs Régions; le processus de recouvrement massif au début de l'exercice est même préjudiciable à la S.N.C.F., parce que l'impossibilité de lancer les factures dès le 1er janvier retarde de près de 2 mois en moyenne l'ensemble des recouvrements.

Après confrontation des diverses méthodes, il est décidé de soumettre à l'approbation de la prochaine Réunion interservices des Chefs de Comptabilité les dispositions unifiées suivantes, qui sont de nature à simplifier le calcul des redevances et à en accélérer le recouvrement :

#### 1°) Recouvrement des redevances -

Le recouvrement doit être étalé sur toute l'année, les facturations étant arrêtées, en principe, le 1er du mois anniversaire de chaque traité. Une date unique de facturation peut, cependant, être admise dans le cas de pluralité de contrats pour un même concessionnaire.

#### 2°) Calcul des redevances -

Les redevances doivent être réévaluées à partir de celles calculées l'année précédente et comprendre les régularisations éventuelles de ces dernières.

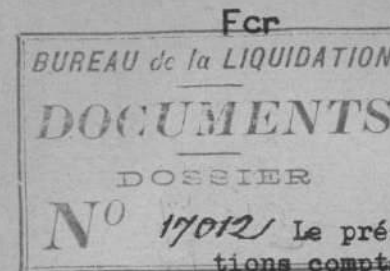
Une formule type unique pour chaque mois de facturation précisant le calcul des coefficients de réévaluation adoptés est à joindre aux factures.

Ces dispositions entreraient en vigueur à partir du 1er janvier 1954.

En liaison avec la Direction C, le Service F établirait les instructions d'application, les imprimés unifiés de calcul des coefficients et de facturation, ainsi qu'une lettre circulaire destinée à informer les concessionnaires des aménagements apportés aux errements antérieurs.



**SOCIÉTÉ  
NATIONALE**  
*des*  
**CHEMINS DE FER  
FRANÇAIS**



*Bureau des 6*  
**AVIS GÉNÉRAL**  
**SERVICES FINANCIERS - GARES N° 19**

Paris, le 27 février 1940.

GoL.

Nm  
62

**DROITS D'EMBRANCHEMENT**

Le présent Avis Général a pour but de faire connaître aux Gares les dispositions comptables unifiées qu'elles doivent observer, à partir du 1<sup>er</sup> mars 1940, pour ce qui concerne les modes de décompte et de perception des droits d'embranchement (Tarif spécial P.V. 29 - Chapitre 2).

A - PRISE EN CHARGE DES DROITS D'EMBRANCHEMENT, DES TAXES ADDITIONNELLES  
(article 8 du tarif)

ET DES INDEMNITES POUR RETARD DANS LA RESTITUTION DU MATERIEL  
(articles 3, 4 et 5 du tarif).

ARTICLE PREMIER.

Les gares qui desservent des embranchements particuliers ou des voies spéciales assimilées prennent journellement attachement, sur les imprimés du modèle en usage sur leur Région, des wagons remis aux embranchés ou restitués par ceux-ci.

Les droits d'embranchement et, le cas échéant, les taxes additionnelles prévues à l'article 8 du Tarif P.V. n° 29 (Chapitre 2), ainsi que les indemnités pour retard sont décomptés suivant les modalités en vigueur sur chaque Région.

Le montant total de ces frais est pris en charge le dernier jour de chaque mois par une inscription, pour chaque embranchement, sur le bordereau C.C. 451 (colonne 4) des "Encaissements divers (Recettes diverses à liquider)".

B - ENCAISSEMENT DES DROITS D'EMBRANCHEMENT ET DES INDEMNITES POUR RETARD.

ARTICLE 2. - Mode d'encaissement des droits d'embranchement et des indemnités pour retard.

Les droits d'embranchement et, le cas échéant, les indemnités pour retard sont récapitulés, le dernier jour du mois, sur une facture indiquant le détail des sommes dues par l'embranché. Cette facture est présentée à l'encaissement le jour même.

NOTA. - Le présent Avis Général doit avoir la même répartition qu'une Instruction Générale de la Série "Services Financiers-Gares". Ses dispositions seront insérées dans le fascicule correspondant du Règlement Général de la Comptabilité des gares actuellement en préparation.



Dans le cas où l'embranché ne réglerait pas immédiatement la facture, la gare en ferait figurer le montant jusqu'au moment de son encaissement dans la justification du solde de la situation comptable C.C. 502, en regard de la rubrique "Crédits-Attendus". Si le recouvrement de la somme due n'a pas eu lieu dans les 10 jours qui suivent la présentation de la facture, la gare en rend compte à son Arrondissement.

#### C - EMBRANCHEMENTS SITUÉS ENTRE DEUX GARES

(Article 9 du tarif).

##### ARTICLE 3 - Mode d'inscription sur les écritures et les carnets comptables des taxes de transport des envois de ou pour les embranchements particuliers situés entre deux gares et desservis dans un sens de la circulation.

Les taxes afférentes au parcours non tarifé ainsi que, s'il y a lieu, au parcours rétrograde, doivent être comptabilisées avec la taxe du transport au titre "Port payé" ou "Port dû", suivant le cas.

A cet effet, il convient de les inscrire globalement avec la taxe de transport proprement dite dans la colonne 3 "Transport" des écritures comptables et des comptes d'expéditions et d'arrivages.

#### D - ENVOIS ADRESSES EN GARE ET REEXPÉDIÉS ENSUITE SUR UN EMBRANCHEMENT PARTICULIER (Article 10 du tarif).

##### ARTICLE 4. - Dispositions à observer pour les envois adressés en gare et réexpédiés sur un embranchement particulier.

Deux cas sont à considérer :

1<sup>er</sup> cas. - L'ordre de réexpédition a été donné avant le déchargement de la marchandise ou la mise à disposition du wagon.

a) - Expéditions en port payé. - La gare d'arrivée établit la taxe afférente au nouveau mode de livraison ou du nouveau transport, conformément aux prescriptions du tarif. Dans le cas où cette taxe est plus élevée que celle appliquée par la gare de départ, la différence constatée est prise en charge en port dû comme s'il s'agissait d'une insuffisance et la somme due est encaissée de l'embranché. Dans le cas où, au contraire, la nouvelle taxe est inférieure à celle décomptée au départ, la gare d'arrivée annote la déclaration d'expédition en conséquence et avise la gare de départ qui doit provoquer aussitôt la régularisation utile auprès de la Subdivision du Contrôle des Recettes-Marchandises.

b) - Expéditions en port dû. - La gare d'arrivée rectifie la taxe primitivement appliquée, compte tenu du nouveau mode de livraison ou du nouveau transport à effectuer.

2<sup>ème</sup> cas. - L'ordre de réexpédition a été donné après le déchargement de la marchandise ou la mise à disposition du wagon.

La gare d'arrivée se conforme aux dispositions prévues en a) et en b) ci-dessus, selon qu'il s'agit d'un port payé ou d'un port dû.

En outre, elle perçoit de l'embranché la taxe supplémentaire prévue par le tarif et verse le montant de la perception effectuée aux "Recettes supplémentaires".

##### ARTICLE 5. - Mesures d'ordre.

Mention du présent Avis devra être portée en tête de l'Instruction Générale "Série Services Financiers-Gares" n° 15.

Le Directeur des Services Financiers,

BROCHU.

NOTA. - Le présent Avis Général n'est pas applicable aux transports militaires en provenance ou à destination d'embranchements particuliers pour lesquels il est fait application des dispositions spéciales prévues par l'Instruction Générale Série M - Transports n° 20, Série C - Voyageurs n° 36, Marchandises n° 15 et Série Services Financiers-Gares n° 22.

S.N.C.F.

Paris, le 29 Mars 1940

-----  
Services Financiers

-----  
Division Centrale  
de la  
Comptabilité Générale  
-----

COPIE

F2 P n° 81.

Monsieur le Chef  
de la Division Centrale des Finances  
-----

En réponse à votre lettre F O/1466 A du 22 mars, je vous informe que la Région EST est la seule qui fasse porter en atténuation des charges du capital une partie des redevances des embranchements particuliers.

J'ajoute qu'à partir du 1er janvier 1940 et par application d'une Note Générale qui va être publiée incessamment, aucune imputation ne sera plus faite à ce titre en atténuation des charges, la totalité des redevances devant être portée désormais en atténuation des dépenses d'exploitation.

Le Chef de la Division Centrale  
de la Comptabilité Générale,

Signé: MERTAS.